Fin de deux semaines de pourparlers inter-burundais à Arusha

PANA,Â 09 dÃ©cembre 2017 Bujumbura, Burundi - Deux semaines de tractations entre acteurs politiques burundais se sont achevÃ©es, vendredi, Ã Arusha (photo, centre-ville), sans toutefois dÃ©boucher sur le trÃ¨s attendu accord global de paix qui devait Ãªtre solennellement paraphÃ©, notamment en prÃ©sence des chefs dâ€™Etat de la CommunautÃ© dâ€™Afriq lâ€™Est, selon diffÃ©rents Ã©chos en provenance de cette ville du nord de la Tanzanie voisine ayant abritÃ© la rencontre.

Câ€™est dans un hÃ´tel de brousse, Ã une trentaine de kilomÃ¨tres du centre-ville dâ€™Arusha, que les invitÃ©s gouvernementaux, ceux des partis politiques reconnus par la loi, des groupes religieux, de la sociÃ©tÃ© civile, des femmes et des mÃ©dias sâ€™Ã©taient retirÃ©s, loin des regards indiscrets, pour maximiser les chances de succÃ¨s de ce qui passait p la quatriÃ¨me et derniÃ¨re session Ã lâ€™extÃ©rieur du Burundi, espÃ©rait le mÃ©diateur tanzanien, Benjamin William Mâ€™K Lâ€™on apprend Ã la fin que ni le sommet ni la session plÃ©niÃ¨re nâ€™ont eu lieu pour amender et endosser le trÃ¨s attendu accord visant Ã rÃ©sorber la crise autour des Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de 2015. La session semble plutÃ´t avoir servi Ã creuser un peu plus le fossÃ© entre les protagonistes de la crise burundaise, toujours habitÃ©s par la mÃ©fiance et lâ€™animositÃ© rÃ©ciproques. Le bilan de la session-marathon se limite Ã une synthÃ¨se des travaux en groupes, telle que proposÃ©e et prÃ©sentÃ©e par le bureau de la MÃ©diation sous-rÃ©gionale, conduite par lâ€™ancien chef de la Tanzanie, Benjamin William Mâ€™Kapa. La session avait connu un faux dÃ©part, certains invitÃ©s lâ€™ayant boycottÃ© invoquant, entre autres raisons, lâ€™absence de consultations prÃ©alables, lâ€™ignorance des paramÃ¨tres du dialogue et une supposÃ©e absence dâ€™inclusivitÃ© ainsi que des problÃ¨mes de sÃ©curitÃ©. Parmi les absents notoires figure le Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, sur la paix, la rÃ©conciliation et lâ€™Etat de droit (Cnar principale plateforme politique de lâ€™opposition en exil). La synthÃ¨se officielle des travaux dÃ©gage plus de points de divergences que de convergences, notamment au sujet de la dÃ©politisation et la promotion du professionnalisme au niveau de la Fonction publique, y compris les services de sÃ©curitÃ©. Un consensus a Ã©galement fait dÃ©faut en ce qui concerne le respect des libertÃ©s fondamentales des individus et des groupements lÃ©galement enregistrÃ©s, comme la libertÃ© dâ€™association, de rÃ©union, dâ€™expression et de circulation. Les parties prenantes ne sont pas non plus entendu lâ€™indÃ©pendance de la magistrature, les prisonniers politiques, la modification de la Constitution, la situation sÃ©curitaire, le dÃ©sarmement des civils et autres groupes armÃ©s illÃ©gaux ou encore la protection des biens appartenant aux acteurs politiques en exil. La dÃ©molition, dans des conditions encore floues, de lâ€™hÃ´tel du tout nouveau chef de file de lâ€™oppos en exil, Jean Minani, a planÃ© sur la session dâ€™Arusha. Le dialogue avec les groupes armÃ©s qui sont disposÃ©s Ã renon la violence et Ã poursuivre la rÃ©installation pacifique, lâ€™ouverture de lâ€™espace politique, la levÃ©e des mandats dâ€™a lâ€™amnistie en faveur des dÃ©tenus politiques sont autant dâ€™autres points de divergences apparus au grand jour Ã Arush mÃ©diation laisse entendre que ces points de vue divergents nÃ©cessitent davantage de concertations entre les parties prenantes afin quâ€™une solution globale soit trouvÃ©e dans les meilleurs dÃ©lais Ã lâ€™impasse politique dans laquelle se t le Burundi. Ces points de vue seront communiquÃ©s Ã un sommet des Chefs dâ€™Etat de la CommunautÃ© dâ€™Afrique de pour davantage dâ€™orientations Â», sans toutefois pas de prÃ©cision sur la date de ce sommet. Les parties prenantes ont, par contre, convergÃ© sur la reconnaissance du fait que la crise burundaise est de nature Â« politique Â» et quâ€™elle nÃ©cessite, par consÃ©quent, une solution Â« politique Â». Un Â« Ã©chec et une humiliation Â» pour le mÃ©diateur tanzanien qui tenait tant Ã un accord au bout de plus dâ€™une annÃ©e dâ€™intenses tractations sÃ©parÃ©es, dâ€™un cÃ´tÃ© avec le burundais, de lâ€™autre avec lâ€™opposition, sâ€™accordait-on Ã dire dans les diffÃ©rents milieux Ã Bujumbura, Ã la clÃ´tu de poisson de la Â« session de la derniÃ¨re chance Â». Dâ€™autres, notamment les internautes, via les rÃ©seaux sociaux, caricaturaient Ã volontÃ© une Â« montagne qui a accouchÃ© dâ€™une sourisÂ», allusion faite au cÃ©lÃ¨bre Mont Kilimandjaro surplombe la ville dâ€™Arusha et lieu de la rencontre inter-burundaise. Si Ã©chec il y a, lâ€™issue de la crise risque de prendr une tournure imprÃ©visible, Ã la fois pour la sÃ©curitÃ© et lâ€™Ã©conomie nationale dÃ©jÃ durement pÃ©nalisÃ©e par plus de gel de la coopÃ©ration avec les principaux partenaires techniques et financiers traditionnels du Burundi, selon les mÃªmes commentateurs. Au niveau de la sÃ©curitÃ©, des groupes armÃ©s encore tapis Ã lâ€™ombre risquent Ã©galement d rÃ©gresser la paix retrouvÃ©e sur lâ€™ensemble du territoire national, se montre-t-on nÃ©anmoins confiant, du cÃ´tÃ© du pou burundais. Pendant la session dâ€™Arusha, le plus en vu de ces mouvements rebelles autoproclamÃ©s, le Front populaire burundais (Fpb), a saisi le mÃ©diateur de la disparition supposÃ©e, en terre tanzanienne, de quatre de ses cadres, dans des circonstances aujourdâ€™hui encore mystÃ©rieuses.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});